



Avril 2008

BVA

Le Baromètre de l'économie

BVA - BFM - La Tribune - The Phone House

Les indices de confiance BVA - BFM - La Tribune - The Phone House

Importance accordée à la mise en place du Revenu de Solidarité Active

Opinion sur le dispositif de contrôle renforcé des chômeurs

Impact d'une 4ème Licence de téléphonie pour les consommateurs

Opinion sur la taxation des produits issus des NTIC

Comment démocratiser l'accès à Internet ?

Ce sondage est réalisé pour



, **La Tribune** et

The Phone House

Publié dans **La Tribune** et diffusé sur



le 24 Avril 2008

LEVÉE D'EMBARGO LE JEUDI 24 AVRIL 2008 - 00 HEURE 30

**Contact BVA : Gaël Sliman - Directeur délégué de BVA
01 71 16 88 33**

Voici la toute première vague de notre nouveau « baromètre de l'économie BVA – BFM – La Tribune – The Phone House ».

En plus des questions d'actualité économiques proposées, son principal apport consistera à établir et suivre chaque mois deux indices de confiance, l'un sur l'économie, l'autre sur le pouvoir d'achat.

Cette vague comporte en outre ce mois-ci notre observatoire trimestriel sur les multimédias et les nouvelles technologies.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS :

Dans la continuité des médiocres résultats enregistrés depuis des mois sur notre précédent baromètre, cette première vague de notre **nouveau baromètre de l'économie** consacre un pessimisme exceptionnel avec des indices de défiance spectaculaires - tant au niveau micro que (surtout) macro - à la fois sur l'avenir économique (indice de -54*) et sur l'avenir du pouvoir d'achat (indice de -72*).

Après avoir enregistré une très forte poussée d'optimisme en juin 2007 dans la foulée de l'élection de Nicolas Sarkozy, l'indice de confiance économique des Français se situe à un niveau presque trois fois inférieur à celui (-54 contre -19), pourtant très bas, d'avant son élection.

Maigre consolation toutefois, les deux mesures polémiques du moment en matière économique – un RSA un peu plus « light » que prévu et surtout la mise en place d'un dispositif de contrôle renforcé des chômeurs – sont majoritairement soutenues par l'Opinion.

Inversement, à un niveau plus sectoriel, notre **observatoire des multimédias et des nouvelles technologies** témoigne d'une nette désapprobation des Français concernant la politique de taxation sur les NTIC plutôt que sur d'autres secteurs moins stratégiques.

Dubitatifs quant à l'impact positif pour le consommateur de la mise en place d'une 4ème licence de téléphonie mobile, les Français – et notamment les plus populaires et les plus jeunes – sont en revanche clairement convaincus que c'est l'ordinateur à moins de 300 euros qui constituerait la meilleure solution pour démocratiser l'accès à Internet.

* Les indices qui correspondent au solde des réponses « plus confiants » moins les réponses « moins confiants » peuvent osciller entre +100 et -100

1 – Un indice de confiance économique de -54, au plus bas depuis sa création il y a 3 ans, et en baisse constante depuis l'élan d'enthousiasme qui avait succédé à l'élection de Nicolas Sarkozy

« Depuis ces dernières semaines », 83% des Français se sentent « moins confiants » sur l'avenir de la situation économique du pays contre seulement 12% qui se déclarent « plus confiants ».

A un niveau plus personnel, le pessimisme est un peu moins marqué mais demeure très largement majoritaire : 64% des Français se sentent plutôt moins confiants concernant l'avenir de leur situation économique personnelle, 27% se sentant inversement plutôt plus confiants.

En indices (« plus confiants » - « moins confiants »), cela donne - 71 en ce qui concerne l'avenir économique du pays et - 37 en ce qui concerne son propre avenir, soit un indice global de confiance (moyenne des indicateurs « micro » et « macro ») dans l'avenir économique de - 54.

Cet indicateur atteint son plus bas niveau depuis sa création, en pleine sinistrose, en octobre 2005. A l'époque, l'indice global était de -39, soit 15 points de plus que ce qu'il est aujourd'hui. Pourtant, la tendance baissière n'a pas été linéaire sur ces trois dernières années. Au contraire, on a observé un spectaculaire mouvement de balancier en deux temps : hausse d'octobre 2005 à juin 2007, puis baisse soutenue et continue depuis.

En effet, après une sensible remontée durant l'année 2006, vraisemblablement liée aux bons résultats sur le plan du chômage du tandem Borloo-Villepin (l'indice passe de -39 à -19), l'élection de Nicolas Sarkozy a produit une très spectaculaire poussée d'optimisme en l'avenir : en juin 2007 l'indice global était passé à +13 avec notamment un indice de confiance positif de +17 sur l'avenir de la situation économique du pays.

Depuis, la déception est patente, l'indice passant de +13 en juin 2007 à -39 en février 2008 pour s'établir à -54 aujourd'hui en avril, soit un niveau trois fois plus bas (de -19 à -54) que celui que nous enregistrions avant l'élection de Nicolas Sarkozy.

Au niveau sociologique, l'indice est très largement négatif dans toutes les catégories de population (-61 auprès des CSP- ; -52 auprès des CSP+), même si les catégories populaires se montrent clairement plus pessimistes – notamment à propos de leur cas personnel (respectivement -43 et -28) – que les catégories dites supérieures.

Si les sympathisants de gauche se montrent presque deux fois plus pessimistes que ceux de droite, (indices -66 et de -34), il est surtout remarquable que même ceux-ci soient à ce point pessimistes (76% sont « moins confiants sur l'avenir économique du pays »).

2 – Un indice de confiance dans le pouvoir d'achat encore plus bas, s'établissant à -72

Plus encore qu'un jugement sur ses résultats économiques et sur la croissance, que le Président était prêt à « aller chercher lui-même », Nicolas Sarkozy sera jugé sur la question du pouvoir d'achat qu'il a délibérément choisi de mettre au cœur des enjeux de son élection (avant qu'il ne le mette en avant, ce thème était moins important pour les Français que ne l'était l'emploi).

Or, après un an passé à l'Élysée, la défiance des Français à ce sujet est encore plus marquée que celle qu'ils ont concernant la situation économique :

« Depuis ces dernières semaines », 88% des Français se sentent « moins confiants » sur l'avenir du pouvoir d'achat des Français contre seulement 8% qui se déclarent « plus confiants », soit un indice de confiance de -80.

A un niveau plus personnel, 79% des Français se sentent plutôt « moins confiants » concernant leur propre pouvoir d'achat, contre 15% qui se sentent plutôt « plus confiants », soit un indice de -64.

L'indice global de confiance (moyenne des indicateurs « micro » et « macro ») dans le pouvoir d'achat est de - 72.

Le pessimisme est généralisé à toutes les catégories de population, y compris les sympathisants de droite (indice de -59), mais culmine auprès des sympathisants de gauche (-80).

Au niveau individuel, les plus inquiets pour leur pouvoir d'achat sont les plus de 50 ans (indice de -72 contre -59 auprès des moins de 50 ans) et les catégories populaires (indice de -70 contre -55 auprès des CSP+).

3 – Questions d'actualité : les choix gouvernementaux de moins investir que prévu dans le RSA et de mettre en place un dispositif de contrôle renforcé des chômeurs correspondent aux attentes de l'Opinion à ces sujets

Le Revenu de Solidarité Active (RSA) constitue aux yeux d'une majorité de Français une mesure certes « importante mais pas prioritaire » (54%).

Ceux qui la jugent « prioritaire » (27%) sont clairement minoritaires, et même à peine plus nombreux que ceux qui la jugent « pas importante » (16%).

Notons que cette mesure, a priori à destination des plus pauvres, est surtout soutenue par les catégories les plus privilégiées : l'écart entre les réponses « prioritaire » et « importante mais pas prioritaire » est de 16 points (31% contre 47%) auprès des CSP+ alors qu'il est de 31 points auprès des CSP- (25% contre 56%).

Réciproquement, un certain brouillage politique empêche, pour une fois, toute prise de position partisane sur le sujet (les résultats sont les mêmes auprès des sympathisants de gauche et de droite) : la mesure est portée par un ministre d'ouverture, Martin Hirsch, a un caractère clairement « social », est appuyée par le gouvernement mais qui tout en la défendant souhaite en limiter l'ampleur.

Par ailleurs, voilà une semaine qu'enfle la polémique concernant le nouveau dispositif voulu par le gouvernement sur le contrôle renforcé des chômeurs. Présenté a minima (la durée de trajet maximum est arrêtée mais pas le montant maximum de baisse de salaire à accepter pour une OVE) dans notre sondage le dispositif est majoritairement approuvé par 56% (contre 42%) des Français.

Hormis un clivage politique évidemment retrouvé à ce sujet (72% de soutien à droite ; 57% de rejet à gauche) on ne note pas de clivage sociologique majeur : les 15-24 ans y sont aussi favorables que les 50-64 ans (respectivement 56% et 57%), les femmes que les hommes (55% contre 57%), les salariés du public presque autant que ceux du privé (51% contre 54%), les CSP- tout autant que les CSP+ (52%) et les plus bas revenus y adhèrent comme les plus haut revenus (53% contre 52%).

Bref, sur ces points particuliers le gouvernement peut au moins compter, malgré quelques cacophonies et atermoiements, sur le soutien de départ de l'opinion publique.

Cela ne préjuge en rien en revanche de la contestation médiatique et/ou sociale qu'ils pourraient générer.

4 – Observatoire trimestriel sur les NTIC : la taxation est jugée stratégiquement inapte, la 4ème licence ne séduit pas, l'ordinateur à bas prix est perçu comme la solution pour démocratiser Internet

Les derniers mois ont vu la mise en place ou l'étude de différentes taxes sur les produits technologiques, qu'il s'agisse de « l'éco-taxe » en faveur de l'environnement, de « l'usage privé » qui consiste à taxer les téléphones balladeurs afin de compenser le manque à gagner lié au téléchargement illégal de musiques sur Internet, ou l'éventuelle « taxe pour financer l'audiovisuel », qui consisterait à faire payer un peu plus cher l'abonnement Internet ou téléphonique afin de compenser la suppression de la publicité sur les chaînes de télévision et de radio publiques.

Sans entrer dans le détail de ces taxes, nous avons interrogé les Français, non pas pour mesurer la popularité (toujours faible par principe) de ces taxes, mais pour savoir s'ils considéraient pertinent de cibler particulièrement l'industrie des nouvelles technologies.

Une très nette majorité de Français (59% contre 30%) répond par la négative, estimant que le gouvernement devrait plutôt cibler d'autres industries moins stratégiques pour l'avenir.

Logiquement forte auprès des catégories « branchées » – les jeunes (56% contre 42%) et les CSP+ (59% contre 32%) – cette défense de l'industrie des nouvelles technologies est, curieusement, encore plus marquée auprès des 50-64 ans (62% contre 27%) et des catégories populaires (66% contre 25% auprès des CSP-).

Preuve peut-être que ces technologies ne sont plus perçues comme un attribut de classe, voire de « branchitude » mais bien comme un besoin de première nécessité, particulièrement par ceux qui n'ont pas encore pu pleinement accéder à cet équipement.

Les Français se montrent par ailleurs très mitigés sur un autre sujet récurrent de l'actualité des multimédias de ces dernières années, et singulièrement de ces dernières semaines : la mise en place d'une 4ème licence de téléphonie mobile.

Cette 4ème licence ne permettra pas, selon une majorité relative d'entre eux (49% contre 43%) d'améliorer la concurrence au bénéfice des consommateurs.

Toujours très partagées sur la question, les différentes catégories sociodémographiques ne se distinguent que très marginalement à ce sujet ; alors que les jeunes (53% des 15-24 ans) et les catégories supérieures (52%) sont une courte majorité à croire à l'impact positif de cette 4ème licence, les quinquas (52% des 50-64 ans) et les CSP- (52%) sont une majorité à ne pas y croire.

L'opinion est en revanche beaucoup plus enthousiaste et convaincue en ce qui concerne le meilleur moyen de démocratiser l'accès à Internet.

Parmi les différentes mesures proposées dans notre sondage, l'ordinateur à moins de 300 euros constituerait clairement le moyen le plus sûr de permettre cette démocratisation (32%), devant l'accès illimité à Internet à bon marché (26%) et l'accès au Haut-Débit de n'importe où (20%).

En tête dans la plupart des catégories sociodémographiques, cette option de l'ordinateur à bas prix est particulièrement demandée par les moins de 35 ans (41%) et les catégories populaires (35% des CSP-).

Notons que désormais, le problème est bien davantage perçu comme étant éminemment économique, plutôt que technique ou lié à des compétences à acquérir par l'utilisateur : seulement 11% des Français, et surtout seulement 12% des plus de 65 ans et 13% des personnes peu diplômées estiment que la clé principale proviendrait d'une facilitation technique de l'usage de l'ordinateur et d'Internet.

Gaël Sliman
Directeur délégué de BVA

LES INDICES DE CONFIANCE BVA-BFM-LA TRIBUNE-THE PHONE HOUSE

I- Indice de confiance économique

Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant ou plutôt moins confiant concernant...

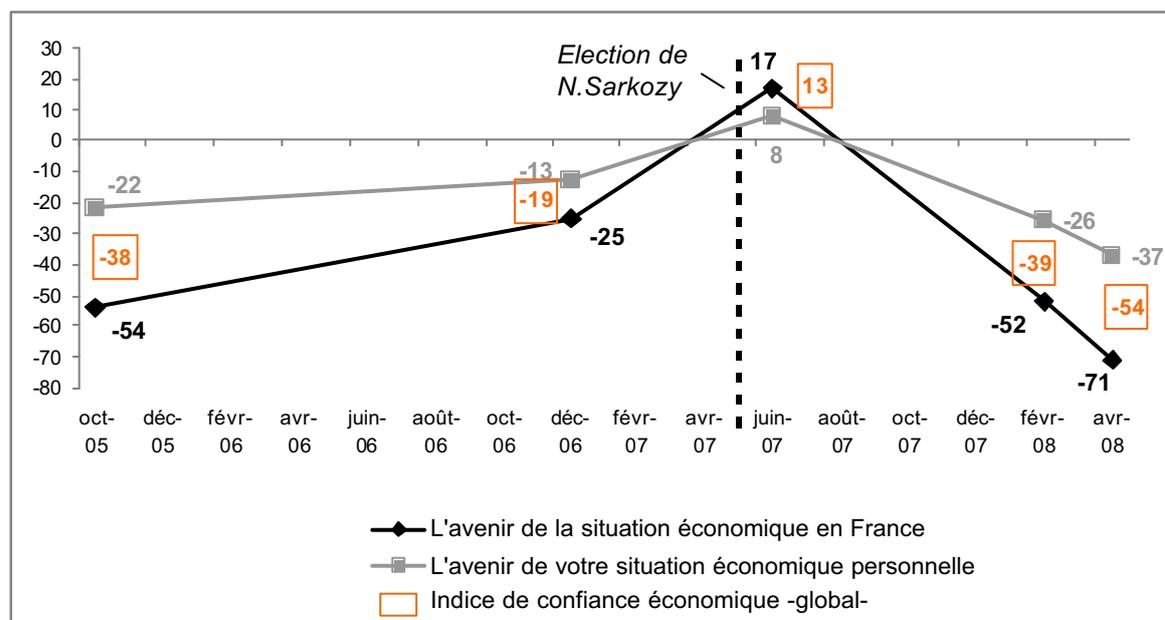
	% Plus confiant	% Moins confiant	% (ni ni / nsp)
L'avenir de la situation économique en France	12	83	5
L'avenir de votre situation économique personnelle	27	64	9

Indice de confiance dans l'avenir économique

INDICE DE CONFIANCE*				
Ensemble	gauche	droite	CSP +	CSP-
-71	-81	-56	-75	-78
-37	-51	-12	-28	-43
-54	-66	-34	-52	-61

* L'indice de confiance = % «plus confiant» - % «moins confiant»

EVOLUTION DE L'INDICE DE CONFIANCE ECONOMIQUE



Le sondage a été réalisé par l'Institut BVA par téléphone les 18 et 19 Avril 2008 auprès d'un échantillon de 1012 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

Echantillon par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par régions et catégories d'agglomération.

LES INDICES DE CONFIANCE BVA-BFM-LA TRIBUNE-THE PHONE HOUSE**II- Indice de confiance dans le pouvoir d'achat**

Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant ou plutôt moins confiant concernant...

	% Plus confiant	% Moins confiant	% (ni ni / nsp)	INDICE DE CONFIANCE*				
				Ensemble	gauche	droite	CSP +	CSP-
Le pouvoir d'achat des Français	8	88	4	-80	-88	-68	-83	-87
Votre propre pouvoir d'achat	15	79	6	-64	-72	-50	-55	-70
Indice de confiance dans le pouvoir d'achat				-72	-80	-59	-69	-79

**RÉCAPITULATIF DES DEUX INDICES DE CONFIANCE...****...DANS L'AVENIR ÉCONOMIQUE**

-54

.... DANS LE POUVOIR D'ACHAT

-72

IMPORTANTANCE ACCORDÉE À LA MISE EN PLACE DU RSA

Le gouvernement souhaite mettre en place un Revenu de Solidarité Active qui consiste à permettre aux personnes ayant retrouvé un emploi de cumuler pendant un moment leur rémunération avec leurs indemnités de chômage.

Vous personnellement, estimez-vous que la mise en place de ce dispositif est quelque chose de prioritaire, d'important mais pas prioritaire ou de pas important ?

	Ensemble	Sympathisants de		Profession de l'interviewé	
		gauche	droite	CSP +	CSP-
Prioritaire	27	29	28	31	25
Important mais pas prioritaire	54	54	56	47	56
Pas important	16	16	15	20	17
(NSP)	3	1	1	2	2
Total	100	100	100	100	100

OPINION SUR LE DISPOSITIF DE CONTRÔLE RENFORCÉ DES CHÔMEURS

Un dispositif de contrôle renforcé des personnes au chômage depuis plus de six mois est en ce moment à l'étude. Pour continuer à toucher pleinement leurs indemnités chômage ces personnes n'auraient plus le droit de refuser plus de deux fois un emploi situé jusqu'à 1 heure de trajet (aller) de chez elles et entraînant une baisse de salaire. Vous personnellement seriez-vous favorable à un tel dispositif ?

	Ensemble	Sympathisants de		Profession de l'interviewé	
		gauche	droite	CSP+	CSP-
Tout à fait favorable	18	12	27	21	16
Plutôt favorable	38	29	45	31	36
S/T FAVORABLE	56	41	72	52	52
Plutôt opposé	22	25	19	24	21
Tout à fait opposé	20	32	8	24	25
S/T OPPOSE	42	57	27	48	46
(NSP)	2	2	1	-	2
Total	100	100	100	100	100

IMPACT D'UNE 4ÈME LICENCE DE TÉLÉPHONIE POUR LES CONSOMMATEURS

Pensez-vous que la mise en place d'une quatrième licence de téléphonie mobile à accorder à un autre opérateur de téléphonie mobile aux côtés d'Orange, SFR et Bouygues Telecom permettra d'améliorer la concurrence au bénéfice des consommateurs ?

	Ensemble	Age		Profession de l'interviewé	
		15-24 ans	50-64 ans	CSP +	CSP-
Oui, certainement	14	15	12	21	16
Oui, probablement	29	38	28	31	29
<i>S/T OUI</i>	43	53	40	52	45
Non, probablement pas	26	26	27	29	27
Non, certainement pas	23	19	25	16	25
<i>S/T NON</i>	49	45	52	45	52
(NSP)	8	2	8	3	3
Total	100	100	100	100	100

OPINION SUR LA TAXATION DES PRODUITS ISSUS DES NTIC

Le gouvernement a déjà mis en place ou a en projet différentes taxes sur les téléphones mobiles, Internet, les ordinateurs ou d'autres produits HI-FI.

Vous personnellement, pensez-vous que le gouvernement a raison de cibler en particulier l'industrie des nouvelles technologies ou bien qu'il devrait plutôt cibler d'autres industries moins stratégiques pour l'avenir ?

Ensemble	Sympathisants de		Profession de l'interviewé		
	gauche	droite	CSP+	CSP-	
Le gouvernement a raison de cibler en particulier l'industrie des nouvelles technologies	30	23	39	32	25
Le gouvernement devrait plutôt cibler d'autres industries moins stratégiques pour l'avenir	59	66	54	59	66
(NSP)	11	11	7	9	9
Total	100	100	100	100	100

COMMENT DÉMOCRATISER L'ACCÈS À INTERNET ?

Parmi les mesures suivantes, laquelle serait selon vous la plus efficace pour permettre à un maximum de Français d'avoir chez eux un ordinateur équipé d'Internet ?

	Ensemble	Age et profession	
		Moins de 35 ans	CSP -
Un ordinateur à moins de 300 euros	32	41	35
Un accès illimité à Internet à bon marché	26	24	28
Un accès possible à Internet à Haut-Débit de n'importe où	20	23	23
Une utilisation beaucoup plus facile qu'aujourd'hui de l'ordinateur et d'Internet	11	10	9
(Autre)	1	1	1
(Aucune)	3	1	1
(NSP)	7	-	3
Total	100	100	100